



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Affaire suivie par : MD

Monsieur le directeur,

RECULE
15 OCT. 2025
DREAL - UIDAM

00063009 09

Bureau des procédures environnementales et foncières

CUID / A	EC	RA
CAR	EOL	ASS
RC	I	A
CP 23120		
INSP		
INSP		
ASS		
REG		
GUN		

Laval, le 13 OCT. 2025

OK SRO int + copie SRO → Gout
SLY / couvreur réexamen (S)

Votre exploitation, située boulevard Arago, Z.I des Touches sur la commune de CHANGE, est visée par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale n°3642-3 et du BREF principal FDM 2019.

En application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement, vous avez déposé le 16 avril 2021, votre dossier de réexamen imposé après la publication de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil. Vous avez apporté des compléments le 20 janvier 2022, le 14 avril 2022 et le 9 novembre 2022.

Après examen par l'inspection des installations classées, le dossier de réexamen transmis peut être jugé recevable.

Considérant votre engagement de conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions l'arrêté du 27 février 2020 précité ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement ;

le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du code de l'environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral dans les conditions autorisées actuellement en vigueur. Les Valeurs Limites d'Emission (VLE) définies à l'article 73.4.5 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2003 restent applicables car celles-ci sont jugées compatibles avec l'objectif défini à l'alinéa III de l'article R. 515-65 du code de l'environnement.

Monsieur le directeur
Société Lactalis Nestlé Ultra Frais
Z.I. des Touches - Boulevard Arago
53810 CHANGE

En revanche, l'instruction du porter à connaissance de modification des valeurs limites de rejet que vous avez déposé pourra donner lieu à une actualisation des prescriptions applicables à vos installations à l'issue de son instruction.

Certaines précisions sont cependant attendues par l'inspection des installations classées à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen et devront être tenues à disposition de l'inspection des installations classées, à savoir :

- l'analyse par rapport au BREF EFS pour justifier l'absence de dispositions applicables aux stockages présents sur site. La comparaison des installations et de leur fonctionnement doit être analysée au regard de toutes les MTD applicables du BREF principal et des BREFs secondaires. Le BREF EFS figure dans la décision du 12 novembre 2019 parmi les autres conclusions et documents de référence sur les MTD susceptibles de présenter un intérêt pour les activités.
- le calcul de la consommation spécifique d'eau (MTD 21).

L'inspection note par ailleurs, afin de vous conformer aux MTD, votre engagement de mise en œuvre des dispositions suivantes :

- MTD 1 : mise en place d'une SME ;
- MTD 4 : suivi des chlorures à une fréquence mensuelle ;
- MTD 9 : remplacement des fluides frigorigènes R404A et R22 ;
- MTD 13 : mise en place d'un programme de surveillance et maintien du plan de gestion des émissions sonores.

D'autre part, je vous informe que :

- l'inspection juge que l'exclusion du laboratoire, de l'atelier de maintenance, de la station service, du garage et des groupes électrogènes du périmètre IED n'est pas justifiée. Ces installations sont à intégrer au périmètre IED car considérées comme "connexes"⁽¹⁾. Le rapport de base doit intégrer l'intégralité du périmètre IED.
- l'inspection donne une suite favorable à votre proposition de conserver l'analyse quotidienne sur une semaine par mois pour l'azote total, phosphore total et DBO₅ conformément à l'arrêté préfectoral actuel, sous réserve de la conformité de cette fréquence avec celle prévue par la convention de la STEU (justificatif à fournir par l'exploitant) ;
- pour la pollution mise en évidence dans le rapport de base (Rapport SEREA SER18030/IED-1 de novembre 2021), vous devez mettre en œuvre les recommandations émises ;
- la demande d'actualisation des Valeurs Limite d'Emission déposée le 01/09/2014, complétée les 21/06/2017 et 03/07/2020 reste en instruction. Vous serez prochainement informé des suites données à votre demande.

Enfin, les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôles conformément aux articles L. 514-4 et suivants du code de l'environnement.

Je vous rappelle qu'il vous appartient de respecter depuis le 4 décembre 2023 les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à partir du 4 décembre 2023.

Les dispositions les plus contraignantes entre l'arrêté ministériel précité et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 2003 doivent être mises en œuvre.

⁽¹⁾ Extrait du guide : « Le périmètre IED est composé de toutes les installations relevant des rubriques 3000 de la nomenclature, ainsi que les activités s'y rapportant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution (dites « installations connexes » ou « activités connexes »). Les installations (ou activités) connexes peuvent être des installations (ou activités) auxiliaires qui servent une activité IED (une installation classée sous une rubrique 3000) et qui n'auraient pas lieu d'être au sein de l'établissement sans celle-ci. L'existence d'une connexion technique (exemple par tuyauterie, convoyage, etc.) entre une installation et l'installation 3000 n'est pas déterminante pour définir cette première installation comme connexe. Il suffit que l'installation soit liée à la finalité du procédé et aux flux de matières. » du site.

Conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement, je vous adresse en pièce jointe, le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 septembre 2025.

En application de l'article R. 515-79 du même code, le présent courrier et le rapport susvisé seront mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le département.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Pour la préfète et par délégation,
La directrice de la citoyenneté


Christèle TILY

Copie pour information à :

- Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire –
Unité interdépartementale Anjou-Maine

